

REVENU TOTAL.

1868	\$ 13,687,928
1898	40,555,238

REVENU DES POSTES.

1868	\$ 616,802
1898	4,686,650

MILLES DE CHEMINS DE FER.

1868	\$ 2,278
1898	16,718

RECETTES DES CHEMINS DE FER.

1868	\$ 12,116,716
1898	59,715,105

REVENU PROVENANT DES CHEMINS DE FER ET DES CANAUX.

1868	\$ 581,503
1898	2,117,670

Je n'hésite pas à dire que ces chiffres sont une preuve irréfutable des bienfaits conférés au Canada par la politique nationale, puisqu'ils font voir le développement et la grandeur atteints par notre pays sous l'influence de cette politique.

A qui est due cette prospérité ? Est-elle due aux honorables députés de la droite ? Est-elle due à l'honorable ministre du Commerce (sir Richard Cartwright) qui, se voyant menacé de perdre le pouvoir était prêt à sacrifier les meilleurs intérêts du pays pour sauver sa tête, dût le peuple crever de faim ? Non ; cette prospérité est due—personne ne le sait mieux que nos adversaires—au grand parti qui a sorti le Canada du borborygme où l'avait plongé la mauvaise administration des libéraux, et l'a élevé à une telle hauteur que lorsque nos adversaires sont arrivés au pouvoir, ils ont reculé à l'idée de porter une main sacrilège sur une politique qui avait tant fait pour le pays.

Les libéraux qui pendant dix-huit années d'opposition ont attaqué et dénoncé la politique nationale, et se sont engagés solennellement à la détruire, rendent aujourd'hui hommage à son efficacité en refusant d'y toucher. La politique nationale compte tant de partisans dans tous les rangs de la population, que si les libéraux tentaient d'y toucher, ils seraient chassés du pouvoir.

Par quels moyens sont-ils arrivés au pouvoir ? Ce n'est pas sur la question de la politique nationale, ni sur aucune autre question. Ils n'ont pas de programme et ne représentent aucun principe. Je défie qui que ce soit de me citer un article de leur programme, ou un principe qu'ils ont préconisé dans l'opposition et qu'ils aient tenté de mettre en pratique.

Ils sont arrivés au pouvoir en disant noir dans une partie du pays, et blanc dans une autre ; en faisant de fausses promesses qu'ils n'ont jamais tenues. La plupart des honorables membres de cette Chambre connaissent ces faits comme moi, et savent que je ne dis que la stricte vérité, mais les honorables députés de Prince-est et de Montmagny qui n'ont pas eu autant d'occasion de se

renseigner, pourraient croire que je me trompe, et pour éviter cela, je vais leur donner quelques preuves de ce que j'avance. Je vais leur démontrer quelle est la politique qui a mis le Canada dans une telle évidence, quelle est la politique qui a permis aux ministres du jour de faire dans le discours du Trône un tableau aussi enchanteur de la situation actuelle du Canada.

J'ai toujours lu avec beaucoup d'intérêt les discours de l'honorable premier ministre, mais je ne les ai pas toujours approuvés. Je ne partage pas toujours les idées qu'il nous expose dans un si beau langage. Quand je lis les discours de mon honorable ami, je me prends à penser qu'une des conditions essentielles de l'art oratoire consiste à pouvoir dire ce qu'exigent les besoins du moment sans s'occuper des faits.

Voici sur quoi je me base pour émettre cette opinion. Dans un discours mémorable, qui deviendra probablement historique, parce qu'il a été prononcé dans une occasion très importante—le 4 janvier 1899—il disait, d'après le "Herald" de Montréal :

Si, aujourd'hui, nous achetons plus de l'Angleterre, l'Angleterre achète plus de nous, et c'est ce que nous voulons. Nous avons besoin d'un marché pour écouler nos produits, et nous le trouvons en Angleterre, grâce à notre politique.

Voyons maintenant en quoi consistait sa politique. D'abord, l'honorable premier ministre fait erreur en supposant que ces choses ont une relation nécessaire entre elles. Il sait que nos achats de l'Angleterre ont été relativement insignifiants pendant bien des années, longtemps avant qu'il fût appelé à formuler une politique. Il sait que nos importations de l'Angleterre ont été infiniment moins importantes que nos exportations dans ce pays. Mais ce n'est pas tout. Quel résultat a eu cette superbe politique à laquelle il attribue la situation actuelle du Canada ? En 1897, la première année dont il accepte la responsabilité, l'Angleterre nous a vendu pour \$500,000 de moins qu'avant l'introduction de sa politique. Cela ne tend pas à corroborer sa prétention que ce que nous vendons à l'Angleterre ait quelque relation avec sa politique. Et pendant que cette baisse se produisait dans nos importations, d'Angleterre, nos exportations dans ce pays augmentaient dans des proportions énormes. L'honorable premier ministre voit donc qu'il n'y a pas de relation entre ces deux choses. Il n'ignore pas non plus que sa politique qu'il prétendait favoriser l'Angleterre lui a plutôt été défavorable, car pendant que la mère patrie nous vendait pour \$500,000 de moins, les Etats-Unis d'Amérique nous expédiaient pour \$19,000,000 de produits de plus que l'année précédente. Cela était-il dû au fait que nous avions vendu plus de produits aux Etats-Unis ? C'est tout le contraire qui a lieu.

Examinons les résultats de cette fameuse politique pendant les six derniers mois. En quoi a consisté cette grande faveur que l'ho-